



COMMUNIQUÉ
Paris, le 05/05/2022

EMBARGO EUROPÉEN SUR LE PÉTROLE RUSSE : AVEC UNE FLAMBÉE DES PRIX À LA POMPE EN PERSPECTIVE, « 40 MILLIONS D'AUTOMOBILISTES » APPELLE À UNE BAISSE DE LA TVA À 5,5% POUR ÉVITER UNE CRISE SOCIALE MAJEURE.

En guise de représailles aux attaques perpétrées par l'État russe contre l'Ukraine, l'Union européenne envisage un embargo sur le pétrole russe. Or, la Russie représente 10 à 12 % des importations françaises de pétrole brut et est le principal fournisseur de gazole en France. Aussi, si d'après la ministre de l'Écologie Barbara POMPILI, un embargo ne devrait pas provoquer de pénurie dans les stations-services françaises, les prix à la pompe des carburants devraient cependant reprendre leur courbe à la hausse, malgré le geste gouvernemental encore en cours.

Aujourd'hui, jeudi 5 mai 2022, « 40 millions d'automobilistes » dénonce des décisions politiques prises au détriment des automobilistes, déjà fortement touchés au portefeuille depuis la reprise économique post-Covid, sans mesures compensatoires dignes de ce nom. L'association continue à demander une vaste réforme sur la fiscalité des carburants routiers en France, pour alléger les charges pesant sur les usagers de la route français et leur restituer un peu de « pouvoir-rouler ».

Pour compenser l'absence de pétrole russe, la France devrait se tourner – d'après les professionnels de l'Ufip (Union française des industries pétrolières) – vers d'autres fournisseurs sur le marché mondial, qui pratiquent des prix moins avantageux que la Russie. Cela aurait donc pour conséquence une nouvelle flambée du coût des carburants routiers pour les consommateurs français. Or, aucune mesure complémentaire n'est pour l'heure prévue par le gouvernement français pour en atténuer l'impact sur le budget des automobilistes (la remise gouvernementale de 18 centimes prendra fin au 31 juillet prochain, et seule une aide « ciblée » est actuellement à l'étude, pour un nombre restreint d'usagers).

« L'État français ne peut pas continuer indéfiniment à faire peser sur les automobilistes le coût des politiques qu'il mène, que ce soit à l'échelle nationale ou sur la scène internationale, sans risquer de déclencher une crise sociale majeure sur son territoire. La colère gronde de plus en plus fort parmi les usagers de la route, qui ne supportent plus d'être le bouc émissaire des politiques économiques. Ils veulent du changement et qu'on leur rende du pouvoir d'achat, et cela doit nécessairement passer par une grande réforme de la fiscalité sur les carburants », explique Pierre CHASSERAY, délégué général de « 40 millions d'automobilistes ».

« Nous proposons, d'une part, de réduire le taux de TVA impactant les carburants de 20 à 5,5 %, en tant que produits de première nécessité ; cela permettra une économie substantielle pour les consommateurs. Pour compenser la 'perte' de recettes pour l'État, il est possible d'appliquer une légère hausse (+7 cts€) sur le montant de la TICPE, de façon à préserver les revenus fiscaux pour les finances publiques. Concrètement, cela permettrait une réduction de 13 à 15 cts€ du prix du litre à la pompe », détaille Daniel QUÉRO, dirigeant de l'association.



www.fil-conducteurs.com



@40MA – 40 millions d'automobilistes
@PChasseray – délégué général



www.40millionsdautomobilistes.com



À propos de « 40 millions d'automobilistes » 40 millions d'automobilistes est une association d'intérêt général, porte-parole des automobilistes raisonnables et défenseur de leurs intérêts. Elle est active tant sur le plan national qu'europpéen. Elle intervient dans l'ensemble des débats de fond liés à l'usage de l'automobile face aux grands enjeux sécuritaires et environnementaux, pour adapter et préserver l'automobilité, facteur indispensable à la croissance économique et à la qualité de vie des ménages.
www.40millionsdautomobilistes.com